

## Conjoncture agricole

**Une évolution mitigée des marchés en élevage, stable à haussière selon les productions. Un contexte à nouveau globalement difficile pour les productions végétales spécialisées. Un secteur agricole globalement toujours soumis aux aléas climatiques et économiques et de plus en plus géopolitiques.**

*En grandes cultures, les marchés sont animés par l'adversité climatique et les conflits géopolitiques. Le marché du soja est toujours pris dans la tourmente de la guerre commerciale Chine/ Etats-Unis. Les coûts des intrants poursuivent leur hausse.*

*En lait de vache, le marché est mieux orienté. Les prix se maintiennent en lait de chèvre malgré le repli de la collecte et des importations. En viande bovine, la décapitalisation du cheptel allaitant se poursuit. En production ovine, le commerce est encore lourd. Le marché du porc connaît une embellie des cours malgré la faible demande intérieure. Le retour de la Chine aux achats a créé un appel d'air sur le marché mondial. Enfin, les abattages régionaux de volailles reculent à l'exception du canard. Le solde commercial français continue de se dégrader.*

*Dans le domaine du végétal spécialisé, les importantes récoltes européennes de pommes pèsent sur les exportations françaises. Le bilan du début de l'année est mitigé en horticulture, mais bon en pépinière. Le début de campagne est très difficile pour les producteurs de tomates. En viticulture, deux épisodes de gel ont endommagé les vignobles et laissent craindre des pertes de volumes importantes.*

### Grandes cultures : prix animés par l'adversité climatique et les conflits géopolitiques

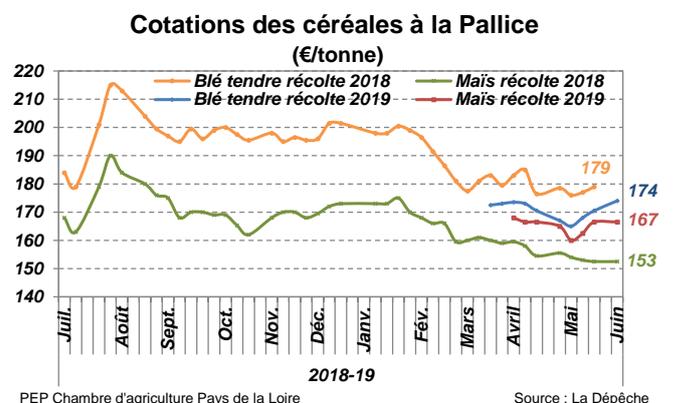
#### Céréales : les cours stimulés par les intempéries aux Etats-Unis

Depuis deux mois, l'attention se porte sur les Etats-Unis. Les semis de blé de printemps et de maïs y ont été considérablement contrariés par de fortes précipitations sur des sols déjà gorgés d'eau par les inondations exceptionnelles de la fin de l'hiver. Seulement deux tiers des surfaces de maïs étaient semées le 2 juin contre 96 % habituellement à cette date. Ces intempéries vont aussi affecter la qualité des blés d'hiver prochainement récoltés, alors que leur surface est la plus faible depuis plus de 100 ans.

Inquiets, les opérateurs commerciaux ont basculé d'une position vendeuse à une position acheteuse. Les cours se sont brièvement envolés aux Etats-Unis, avec un effet d'entraînement sur les cours européens récolte 2019.

Le CIC envisage malgré tout une production mondiale de blé de 766 Mt, un niveau record. En France et dans l'UE, les conditions de culture sont globalement bonnes même si les précipitations peuvent faire défaut par endroits. La Commission européenne prévoit des productions de blé tendre (144 Mt) et d'orge (61 Mt) en hausse. Du côté russe, une belle remontée des volumes de blé est attendue (+11 %, 80 Mt) mais les fortes chaleurs pourraient réduire le potentiel de rendement. La production mondiale de maïs (1 118 Mt prévues) serait en retrait de seulement 1 % sur le record de 2016/17. Il est vrai que les productions sud-

américaines de maïs sont annoncées exceptionnelles : 56 Mt en Argentine et 97 Mt au Brésil, soit environ pour ces deux pays un gain de 30 Mt par rapport à 2018/19 et donc la possibilité de compenser une baisse équivalente de la production des Etats-Unis. Mais le moindre incident climatique, telle une vague de chaleur à l'approche de la moisson en Russie, pourrait déclencher une nouvelle hausse des cours céréaliers.



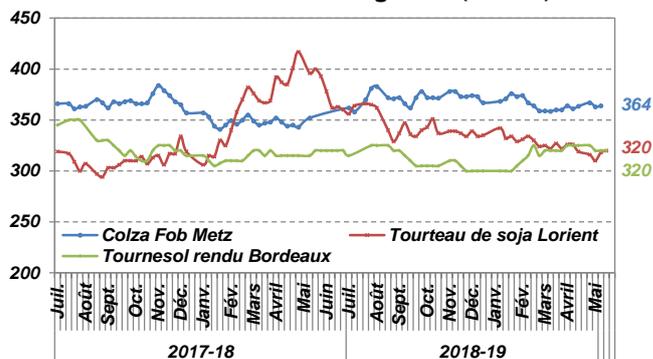
#### Oléagineux : recul de la production européenne de colza

Alors que le marché du soja reste marqué par la demande limitée, le colza est soutenu par de faibles perspectives de production au niveau européen.

Le marché du soja demeure sous la pression du conflit sino-américain. Les discussions entre la Chine et les Etats-Unis semblent au point mort et la Chine continue de réduire ses importations de graines de soja : entre octobre et mai, elles ont diminué de plus de 17 %. Le soja va par ailleurs certainement bénéficier d'un report des surfaces de maïs aux Etats-Unis.

D'après le Ministère de l'agriculture, la production française de colza devrait s'établir à 3,8 Mt, en baisse de 22 % sur l'année. Au niveau européen, les récentes précipitations rassurent quelque peu les opérateurs. L'attention des marchés se tourne aussi vers le Canada où le temps sec qui perdure pourrait finir par limiter le potentiel de production de canola.

### Cotations des oléagineux (€/tonne)



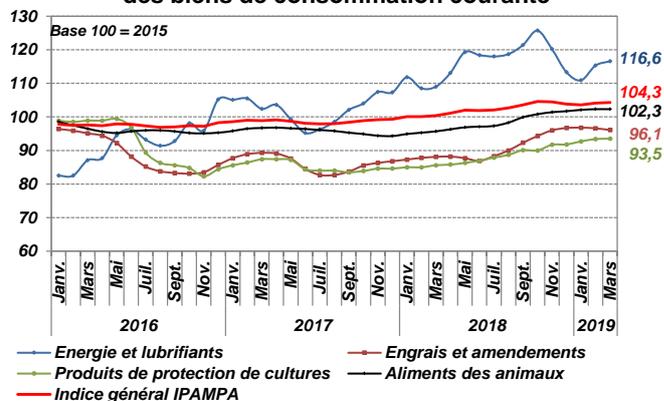
Cotation ancienne récolte jusqu'à la semaine 26, cotation nouvelle récolte à partir de la semaine 27. PEP Chambre d'agriculture Pays de la Loire Source : La Dépêche

## Intrants : des prix qui demeurent élevés

2018 a été marquée par une augmentation des charges des agriculteurs principalement liée à la hausse du prix de l'énergie mais aussi, dans une moindre mesure, à celle du prix des engrais et des aliments pour animaux.

Après une légère décélération en fin d'année 2018, les prix des biens de consommation courante sont repartis à la hausse depuis le mois de décembre, emmenés par les prix de l'énergie, des aliments, et des produits de protection des cultures.

### Evolution indicielle (IPAMPA) des biens de consommation courante



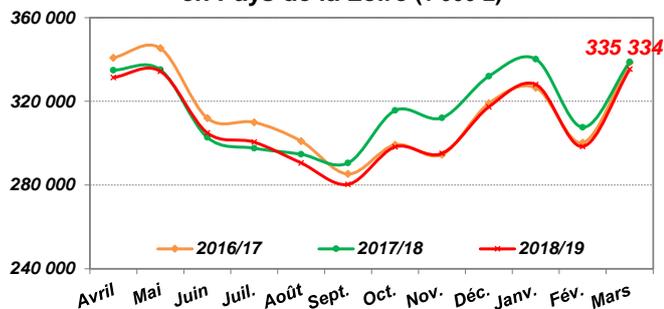
PEP Chambre d'agriculture Pays de la Loire Source : INSEE

## Lait de vache : un marché mieux orienté cette année

En 2018, le printemps humide et la sécheresse estivale ont réduit la production de fourrages, entraînant un renchérissement des coûts alimentaires et une diminution de la production laitière qui s'est poursuivie début 2019.

Sur l'ensemble de la campagne, les livraisons régionales de lait sont ainsi inférieures de 2,3 % à celles de la campagne précédente et de 4,9 % à celles de 2015/16 où elles avaient atteint leur maximum avec la fin des quotas.

### Evolution mensuelle de la livraison de lait en Pays de la Loire (1 000 L)



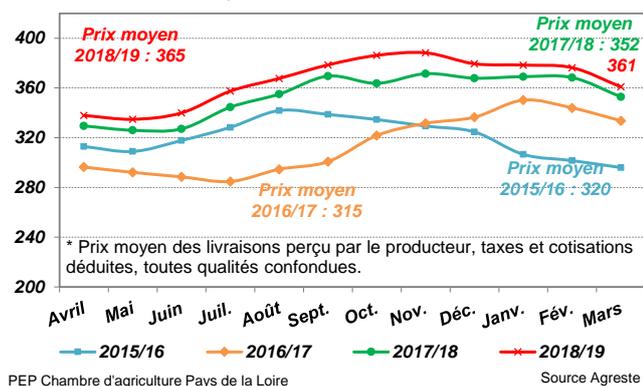
PEP Chambre d'agriculture Pays de la Loire

Source : Agreste

Dans l'Union européenne, la production a également diminué au cours des derniers mois par suite de la sécheresse estivale, mais on note une reprise de la collecte depuis février (en particulier en Irlande et au Royaume-Uni). La collecte européenne est attendue en progression sur les trois prochains trimestres (+0,5 à +1 %). Face à cette reprise, les transformateurs européens privilégient les fabrications formatagères destinées à l'export (le marché intérieur étant morose).

Dans les autres grands bassins laitiers mondiaux, en revanche, la collecte ralentit (USA, Nouvelle-Zélande), ou fléchit nettement (Argentine, Australie). Ce repli a permis le redressement des cours de la poudre de lait écrémé, et l'arrêt de la chute des cours du beurre.

### Evolution mensuelle du prix\* du lait en Pays de la Loire (€/1 000 L)



Les prix à la production sont ainsi en progression, avec un prix moyen payé aux producteurs de 361 €/1 000 litres en mars 2019 (+2,3 % comparativement à mars 2018).

En moyenne sur les dernières campagnes, les prix ont atteint 354 €/1 000 litres en 2017/18 et 365 € en 2018/19, après les bas niveaux des deux campagnes précédentes (315 et 320 €).

Notons toutefois que la hausse du prix des intrants (indice Ipampa lait en progression de +3,5 % d'un hiver sur l'autre) est venue rogner la marge des éleveurs.

Pour les mois à venir, les prix devraient rester bien orientés, avec toutefois une certaine prudence des acheteurs en lien avec les incertitudes politiques relatives au Brexit (le Royaume-Uni est un client important de l'Irlande et de la France) et à l'Algérie, troisième importateur mondial de poudre de lait.

La Chine continue à tirer le marché mondial des produits laitiers (poudres et lait liquide), sauf le lactosérum (ce dernier étant impacté par la peste porcine qui sévit en Asie).

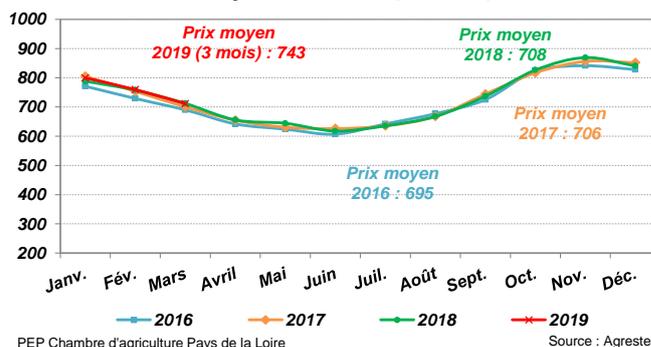
### Lait de chèvre : des ressources laitières en repli sur le début d'année 2019

Le maître mot de ce début d'année pour évoquer le marché du lait de chèvre est sans nul doute le mot « repli ».

Sur le premier trimestre 2019, la collecte nationale enregistre un repli de 3 % par rapport à la même période 2018. Pourtant, depuis 2017, le cheptel caprin est en progression. Mais, la mauvaise qualité des fourrages 2018, l'augmentation du prix des aliments, le décalage des naissances ont affecté la production. A noter toutefois une hausse des livraisons ligériennes de 1,2 % sur cette première partie d'année.

Les importations ont chuté de 55 % sur les trois premiers mois 2019, en cause la baisse de production espagnole depuis l'été 2018. L'approvisionnement des laiteries s'est donc retrouvé altéré par le recul de la collecte et des importations : -16 % sur le premier trimestre. Malgré un recours aux stocks de produits de report caprin, la fabrication de fromage de chèvre n'a pu être assurée et affiche un repli de 3 %. Même les fabrications de produits ultrafrais ont reculé par manque de lait : baisse de 1 % pour le lait conditionné et stabilité pour les yaourts.

### Evolution mensuelle du prix du lait de chèvre en Pays de la Loire (€/1 000 L)



Le prix du lait payé au producteur est resté quasiment stable : 743 €/1 000 litres en Pays de la Loire au premier trimestre 2019, quand il progresse en Espagne et aux Pays-Bas. Par contre, les coûts de production ont augmenté : d'une part hausse du prix des charges (énergie, aliment), d'autre part achats de fourrages supplémentaires.

Le manque de lait qui caractérise le début d'année devrait être en partie comblé par le redressement de la collecte française attendue à partir de juin.

### Viande bovine : poursuite de la décapitalisation du cheptel allaitant

Alors que le marché semble équilibré en Italie, la demande plutôt atone en Europe pèse sur les prix dans plusieurs pays producteurs de jeunes bovins. En France, les abattages de jeunes bovins allaitants sont contenus et ceux des jeunes bovins laitiers poursuivent leur baisse sensible (-15 % par rapport à 2018). Cette situation devrait perdurer au regard de l'évolution baissière des effectifs de mâles. La situation est à peu près similaire en Pays de la Loire. Tout en étant en recul de 4-5 centimes par rapport au début de l'année

2019, les prix des conformations U et R se maintiennent sur les dernières semaines (Charolais U à 3,97 €/kg en semaine 21). Ils sont supérieurs de 7 centimes aux cours de 2018 mais inférieurs de 7 centimes à ceux de 2017. Les cours des jeunes bovins laitiers reculent depuis le début de l'année (en baisse de plus de 10 centimes à 3,23 €/kg en semaine 21).

Les exportations de viande vers les clients traditionnels de la France progressent par rapport à 2018,

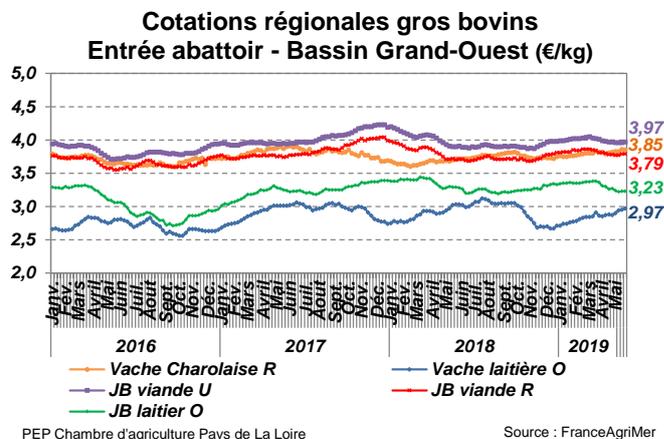
essentiellement vers l'Allemagne et la Grèce. Les expéditions de jeunes bovins finis à destination du Maghreb sont également plus dynamiques en 2019.

Le cheptel de vaches allaitantes poursuit son recul aux plans national (-1,7 % au premier avril par rapport à 2018) et régional (-2 %). A cette décapitalisation s'adjoint une chute des naissances de veaux allaitants tant au niveau national qu'en Pays de la Loire. Alors que les abattages ligériens de vaches allaitantes se stabilisent à peu près, ceux des vaches laitières reculent de près de 10 % par rapport à mars 2018. Le prix des réformes allaitantes se stabilise depuis quelques semaines (Charolaise R à 3,85 €/kg en semaine 21). Il progresse par rapport à 2018 (+13 centimes), mais reste inférieur à 2017 (-5 centimes).

Les importations françaises de viande bovine augmentent sur le 1er trimestre par rapport à 2018 (+3 %) et à 2017 (+9 %), mais cette hausse concerne essentiellement la viande de veau. L'évolution de la consommation de viande bovine en bilan au cours du premier trimestre s'établit à un niveau intermédiaire entre 2017 (-1,7 %) et 2018 (+1,6 %).

En maigre, le dynamisme du marché algérien et la faiblesse de l'offre permettent de maintenir les cours

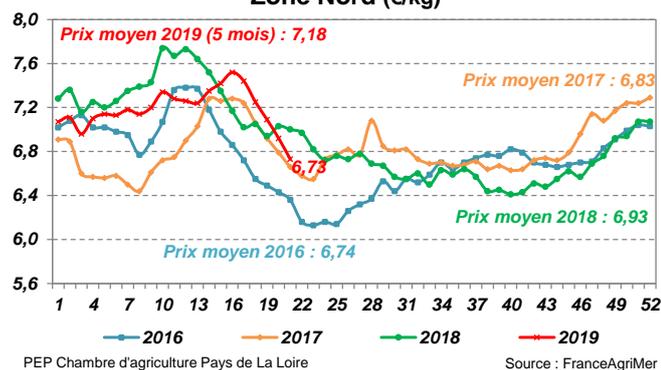
face au ralentissement de la demande espagnole et à la réorientation de la demande italienne vers les femelles. Dans le contexte actuel du recul des naissances, l'offre française continue de se réduire en 2019. Le marché du veau de boucherie est en crise. Les prix sont sous pression face à la hausse des importations en provenance des Pays-Bas, l'offre française et la morosité de la demande.



## Viande ovine : un commerce encore lourd mais qui devrait s'animer

Les abattages en France sur les quatre premiers mois de l'année ont augmenté de 1 % pour les agneaux et baissé de 5 % pour les réformes. Sur trois mois, les importations ont légèrement reculé (5 %) et les exportations également. Ces chiffres semblent indiquer que la consommation pourrait se maintenir un peu mieux que les années précédentes.

### Cotation régionale agneaux 3 (couvert) 16 à 19 kg, classe U - Entrée abattoir Zone Nord (€/kg)



Les cours des agneaux sont restés à un niveau modeste tout au long du premier trimestre, inférieurs

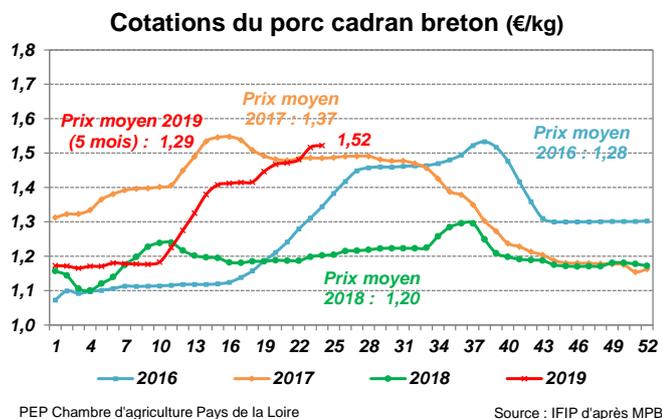
à ceux de 2018, mais proches de la moyenne 2016/18. Un maximum a été atteint juste avant Pâques (semaine 16) et depuis la baisse saisonnière s'est enclenchée avec régularité. Elle est accentuée par les sorties d'agneaux de type laitier et des importations espagnoles qui poussent l'offre du sud vers le nord, rendant la production locale plus difficile à placer. Début juin, les prix sont revenus à un niveau proche de leur moyenne saisonnière triennale.

Outre-Manche, les disponibilités en agneaux sont plus importantes qu'en 2018 et pèsent aussi sur les cours britanniques et irlandais de ce deuxième trimestre. Un repli de la production y est attendu pour l'été, même avec une probable décapitalisation du cheptel. Les autres pays européens devraient aussi voir leur production diminuer sur l'année.

Néo-zélandais et australiens parviennent toujours à augmenter leurs exportations, mais la demande chinoise est telle que l'Union européenne n'est plus leur débouché principal : en mars 2019, 28 600 tonnes néo-zélandaises vers la Chine (+41 %), et 14 300 tonnes vers l'UE (-11 %). La fin d'année s'annonce plus difficile à prévoir avec l'évolution incertaine du commerce des viandes avec la Chine... et peut-être le Brexit.

## Viande porcine : une embellie des cours malgré une faible demande intérieure

Depuis mi-mars, le cours du porc en France s'est enfin redressé et atteint 1,52 €/kg début juin. Rappelons qu'en 2018, le prix a été bas et n'a pas couvert les coûts de production.



L'offre abondante du début d'année et les exportations peu dynamiques ont fait stagner les cours jusqu'à mi-mars. Mais la Chine est revenue fortement aux achats en mars créant un appel d'air sur le marché mondial. Les cours se sont alors envolés partout dans le monde. Puis la succession de semaines à jours fériés, la météo peu favorable aux barbecues, le ralentissement des importations chinoises, la pression des GMS ont freiné la remontée des cours ces dernières semaines. Sur le premier trimestre 2019, les exportations de l'Union européenne sont en hausse de 9,2 %. Vers la Chine, la hausse atteint 25,9 % et pour le seul mois de mars, ce

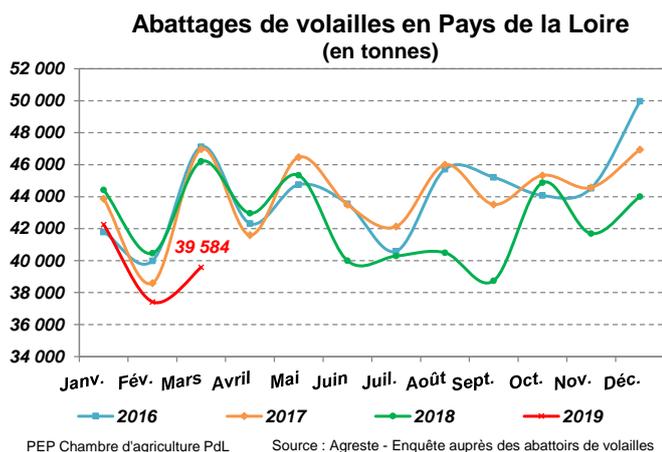
sont 54 % d'augmentation comparé au même mois 2018.

Depuis août 2018, la FPA (Fièvre Porcine Africaine) se répand progressivement en Chine et affecte sa production porcine. Les besoins en porc devraient alors progresser et les importations pourraient être conséquentes. En mars, la Chine a relancé ses importations faisant flamber les prix mondiaux. Deux mois après, la Chine continue à importer mais de façon plus modérée. Le géant chinois dispose de réserves importantes de viande de porc congelée pour faire face à ce type de situation. De plus, un prix trop élevé du porc pourrait orienter leur consommation vers d'autres sources de protéines.

En France, la consommation globale de viande de porc serait stable, les circuits RHD et les plats préparés étant en progression. Les exportations françaises ont augmenté de 3,7 % au premier trimestre 2019, et de 24,8 % vers la Chine.

La France est le seul pays avec l'Espagne qui devrait connaître une hausse de production dans l'UE en 2019. Eurostat prévoit une stabilité de la production européenne avec une progression de 5 % en Espagne et de 1,8 % en France quand les volumes allemands, hollandais, polonais seraient en recul de 1 à 5 %. Cette stabilité de production dans un contexte de demande ferme (importations asiatiques dynamiques, hausse de la demande intérieure si météo plus clémente) devrait impacter à la hausse les prix du porc. Mais cela dépendra du comportement de la Chine dans ses achats porcins.

## Volailles : recul des achats des ménages et des abattages



Sur le premier trimestre 2019, les abattages ligériens de poulets chutent de 13,3 % par rapport à 2018, en raison de l'arrêt de la production de poulets-export depuis mai 2018. Ce ralentissement touche également les autres espèces (-3,3 % en dindes et -7,4 % en pintades) à l'exception des canards (+4,9 %).

En France aussi, seuls les abattages de canards progressent. La diminution des abattages de poulets est à l'œuvre mais de façon moins marquée tandis que les abattages de dindes et de pintades reculent plus fortement que dans la région.

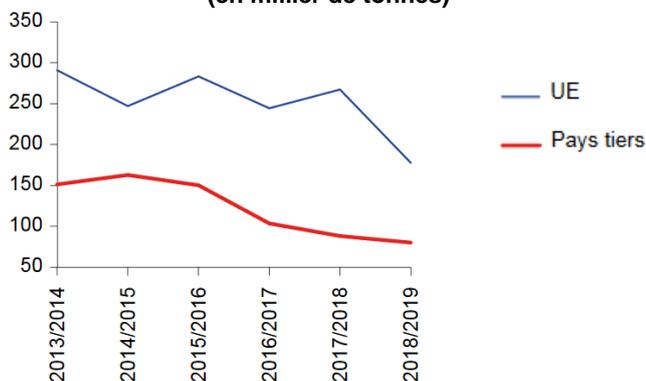
Les fabrications d'aliments pour volailles s'en ressentent et, selon le président du SNIA (Syndicat National de l'Industrie de la Nutrition Animale), l'encadrement des promotions aurait contribué au recul des achats de volaille. Celui-ci s'établit à 2,3 % au premier trimestre par rapport au premier trimestre 2018, et touche toutes les espèces à l'exception du canard. Dans le détail, on note en particulier une chute de 11,9 % des achats de poulet entier prêt à cuire. Cette chute prolonge la tendance déjà observée en 2018 où un recul de 8 % avait eu lieu. Le poulet Label rouge représente, d'après l'ITAVI, 62 % des achats de poulets PAC en France. Dans notre région forte productrice de volailles sous Label Rouge, cette évolution est observée avec attention.

Le solde commercial déficitaire en volume et en valeur se creuse en ce début d'année. Le recul global des exportations, alors que les ventes sont en hausse vers l'UE, est principalement lié à la contraction des débouchés sur le Moyen-Orient. Les importations

poursuivent, quant à elles, leur progression, principalement en provenance d'Allemagne et de Pologne pour satisfaire la hausse de la consommation dans la restauration hors-domicile.

## Arboriculture : les fortes récoltes européennes pèsent sur les exportations françaises de pommes

### Des exploitations françaises en baisse\* (en millier de tonnes)



\*sur les sept premiers mois de la campagne (août à février)  
Source : Agreste d'après données DGDDI (Douanes)

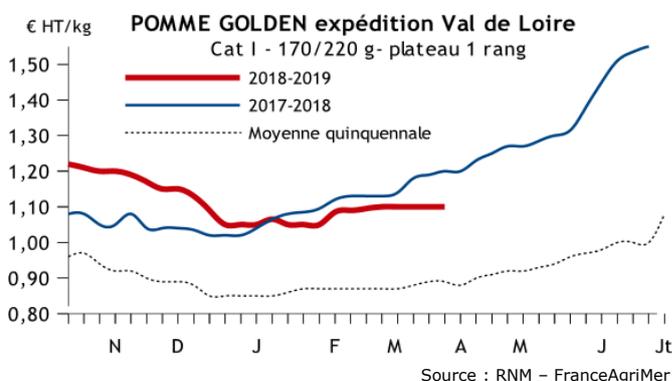
Sur les sept premiers mois de la campagne 2018/19, les exportations de pommes françaises reculent, particulièrement vers l'UE, tandis que les importations s'accroissent. Les cours français à la production se maintiennent malgré tout, en raison de la faible production nationale de Golden, mais ils sont peu soutenus en fin de campagne.

C'est en Pologne que la production européenne a le plus progressé (+26 % par rapport à la moyenne des cinq années précédentes), alors que l'augmentation est plus modeste dans les autres pays (autour de 4 %). A l'inverse en France, la production s'établit à son plus bas niveau depuis 2012, notamment en Golden, par suite de la sécheresse et de la canicule de l'été dernier.

Nos exportations chutent vers l'UE car le marché européen de la pomme Gala (majoritaire dans nos exportations) est saturé. Recul également des exportations vers les pays tiers (-39 % par rapport aux cinq dernières années), en particulier vers le Moyen-

Orient et l'Algérie, pays affectés par la baisse de leurs ressources pétrolières et de leur pouvoir d'achat.

Les importations sont par contre en forte hausse (+70 % selon Agreste), en provenance principalement de Pologne, mais aussi d'Italie et de Belgique, d'où un recul de notre excédent commercial d'un tiers en valeur. L'offre polonaise est très visible sur certaines places de marché (Rungis notamment) ; elle alimente principalement la restauration hors domicile et les petits commerces et marchés forains d'Ile de France. Les opérateurs français se trouvent ainsi privés de débouchés pour certains segments qualitatifs.



Source : RNM - FranceAgriMer

En Pays de la Loire, le marché est calme. Seuls les variétés « club » bénéficient d'échanges réguliers. Malgré une offre limitée en Golden, les prix restent stables, avec une qualité très variable d'une station à l'autre (avec notamment des problèmes de « russeting » : peau rugueuse). La pomme Gala, bien présente cette année, est essentiellement vendue sur le marché intérieur. En Canada Grise, les cours sont fermes en raison d'une offre en baisse. Sur le marché de l'industrie de transformation enfin, la concurrence polonaise pèse sur les prix.

## Horticulture et pépinières : un premier bilan mitigé en horticulture et satisfaisant en pépinière

Le début d'année 2019 s'est révélé plutôt bon. Le mois de février a été très beau, printanier favorisant les ventes de plantes de fin d'hiver et de bisannuelles. Mais depuis avril, elles ont été contrariées par une météo beaucoup moins clémente. La vente de géraniums, plantes fleuries et plantes à massif est apparue alors très compliquée. Il reste quelques semaines pour dresser un bilan mais d'ores et déjà il semble plutôt mitigé en horticulture. Un rattrapage pourrait être possible ces prochaines semaines si le temps ne passe pas au « très beau, trop chaud » rapidement, marquant alors la fin de saison. Notons toutefois les bonnes ventes de plants potagers et

aromatiques. L'engouement pour les jardins potagers ne se dément pas et les ventes se sont bien maintenues. Par conséquent, les horticulteurs proposant à la fois des plantes fleuries et des plants de légumes tireront leur épingle du jeu. Par contre, pour ceux spécialisés en fleurs, le chiffre d'affaires risque de se dégrader. Ainsi, alors que les producteurs craignaient des méventes liées aux mouvements sociaux en France, c'est la météo qui a joué l'élément perturbateur.

En pépinière, le bilan est tout autre. Ce début d'année s'est bien déroulé. Des marchés publics ont été signés

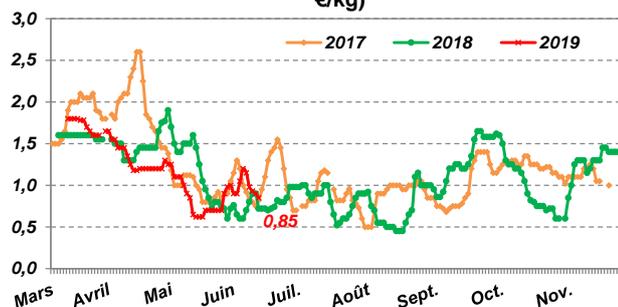
fin 2018. Le retour au vert des collectivités dynamise le secteur de la pépinière. De plus, le climat n'a pas été contraignant pour les plantations (pas de période de grand froid ou plusieurs journées de pluie).

L'organisation logistique demeure un enjeu fort même si davantage d'entreprises se regroupent pour vendre

ensemble. Egalement, les regroupements de distributeurs dans la jardinerie restent une préoccupation majeure pour les producteurs. Autre point d'inquiétude : l'arrêt des soutiens à l'investissement des outils de serre en horticulture devient critique car c'est la productivité des outils qui est en jeu.

## Légumes : début de campagne très difficile pour les producteurs de tomates

**Evolution du prix de la tomate nantaise**  
(stade expédition ; ronde par colis de 6 kg ;  
€/kg)



PEP Chambre d'agriculture Pays de la Loire

Source : RNM

La campagne de tomates 2018 avait été très atypique et marquée par des prix bas presque toute l'année. Pourtant, le bilan final indiquait un recul de la production nationale de 11 % sur 2017 (et 9 % sur la moyenne 2013/17). La demande n'était donc pas au rendez-vous, soit à cause du printemps trop froid, soit à cause de l'été sec propice aux productions des jardins. La campagne 2019 démarre en confirmant la précédente : les rendements seraient à nouveau en baisse d'un bon 10 % à surfaces identiques. Les températures froides du mois de mai en sont sans doute la cause. Pourtant les prix n'ont pas cessé de baisser depuis la fin du mois de mars, malgré une petite accalmie fin avril (premières chaleurs). A fin mai, la baisse de consommation dépassait 10 % selon certains observateurs. Mais le retour des chaleurs sur l'Europe début juin semble suffire pour retourner le marché : hausse de 70 % en dix jours pour la ronde nantaise, mais qui reperd 30 % avec le refroidissement de la semaine suivante.

Cette situation ne semble pas particulière à la France car des tomates arrivent de l'étranger sur les étals. Certains importateurs vont les chercher en Espagne, au Maroc mais aussi chez des serristes du Benelux pour casser les prix sur un marché déjà excédentaire, ce que dénoncent les producteurs. En Pays de la Loire, ils ont été à la limite de devoir détruire une partie de leur production. Les dons ont permis de l'éviter pendant la période de crise officielle (17 jours en mai).

Ces difficultés ne semblent pas impacter le marché de la tomate bio dont la saison débute tout juste avec les prix des années précédentes pratiquement reconduits.

Le marché du concombre est plus équilibré. En 2018, la production nationale s'était aussi repliée (-4 %), avec baisse des surfaces (-5 %) et les prix avaient été soutenus une grande partie de l'année. Ce printemps maussade n'a pas encouragé la consommation. Cependant, l'offre, même en retrait ces dernières semaines, a trouvé des acheteurs en mai à des prix en baisse et grâce parfois à des offres promotionnelles. En ce début juin un peu plus chaud, les cours se redressent légèrement.

La saison de la mâche se termine. Les prix ont dans l'ensemble été nettement meilleurs que l'année précédente jusqu'en mars, mais sans connaître de pic comme en 2017.

Le marché des radis a été difficile en février et mars, mais depuis début avril les prix sont revenus à la normale.

Les printemps un peu plus frais sont au contraire favorables aux poireaux primeurs nantais qui se placent bien sur les marchés nordiques avant l'arrivée des poireaux locaux. C'est la pleine saison et les prix sont fermes.

La campagne des asperges touche à sa fin et elle a été satisfaisante dans le bassin de la Loire. La saison commencée tôt a été longue et la production a été bien étalée. Les rendements ont été un peu pénalisés par le froid (-10 %) mais la qualité a permis d'obtenir des prix.

Le commerce extérieur de la France en légumes frais (hors pommes de terre) est toujours déficitaire et en 2018, le solde en volume s'est creusé de 18 %. C'est dû au recul des exportations (-7 % en 2018), mais aussi aux hausses d'importations (+4 %), notamment en tomates (+4 %) et salades. Le solde en euros s'est stabilisé en 2018 avec un déficit d'1,12 milliards d'euros, car les importations se sont faites à bas prix.

Ce sont bien deux épisodes de gel qui ont endommagé les vignes en 2019. Le premier est intervenu dans la nuit du 3 au 4 avril et le second un mois plus tard (4 au 6 mai). Tout le vignoble des Pays de la Loire est touché jusqu'en Vendée, mais pas toutes les parcelles, ni tous les producteurs, certains ayant été épargnés et d'autres ayant sauvé l'essentiel par des mesures de protection. Au fur et à mesure du mois de mai, il est apparu qu'au moins dans le vignoble nantais, les températures froides peu favorables au développement des grappes risquaient d'amplifier les dégâts. Cela rend difficile l'évaluation de la situation qui est en cours. Les spécialistes craignent que les pertes en quantité dépassent au final largement les 20 % de la récolte attendue, chiffre annoncé dans un premier temps.

Ce troisième gros sinistre en quatre campagnes va encore fragiliser les structures économiques de bon nombre d'exploitations, d'autant que les systèmes d'assurances reposent sur des rendements de référence en baisse. Une bonne couverture coûtera encore plus cher en 2020.

Le commerce des vins n'enregistre pas encore les anticipations d'un tel manque à récolter en 2019. Sur les neuf premiers mois de la campagne (août à avril), les volumes sortis des chais sont en augmentation pour

les fines bulles, les rosés et les moelleux. Pour ces vins, les prix de la campagne précédente sont au moins à peu près maintenus. Le commerce est plus difficile pour les autres vins. En muscadet et gros plant, les excellents « sur lie » du millésime 2018 viennent d'être mis en marché.

Les vins blancs IGP du Val de Loire ont trouvé des acheteurs pour les gros volumes produits en 2018 : en contrepartie d'une baisse de prix de 10 %, les ventes ont presque doublé sur la période. Pour les « rouge-rosé », les ventes ont moins progressé (13 %) mais les prix sont maintenus, sauf en gamay.

Ces constats sont cohérents avec l'évolution du commerce des vins. Les achats des ménages français analysés chaque année par FranceAgriMer et le CIVN, ont baissé à nouveau en 2018 en volume. Cette baisse épargne davantage les rosés et les vins festifs et pénalise surtout les vins rouges. Les valeurs des achats ont aussi diminué un peu (-1,9 % en vins tranquilles).

La consommation mondiale par contre tend à se stabiliser et les échanges entre pays continuent d'augmenter. Les vins français s'exportent mieux et les meilleurs résultats à l'export sont aussi enregistrés sur les rosés et les effervescents.



Avec la contribution financière du compte d'affectation spéciale «développement agricole et rural»



### Contacts Pôle Economie et Prospective de la Chambre d'agriculture des Pays de la Loire

Pierre-Yves AMPROU Tél. 02 41 18 60 60  
Christine GOSCIANSKI Tél. 02 41 18 60 57  
Gilles LE MAIGNAN Tél. 02 53 46 61 70  
Eliane MORET Tél. 02 43 67 37 09  
Pascale LABZAE Tél. 02 43 29 24 28

Mail : [pierre-yves.amprou@pl.chambagri.fr](mailto:pierre-yves.amprou@pl.chambagri.fr) (Angers – La R/Y)  
Mail : [christine.goscianski@pl.chambagri.fr](mailto:christine.goscianski@pl.chambagri.fr) (Angers)  
Mail : [gilles.lemaignan@pl.chambagri.fr](mailto:gilles.lemaignan@pl.chambagri.fr) (Nantes)  
Mail : [eliane.moret@pl.chambagri.fr](mailto:eliane.moret@pl.chambagri.fr) (Laval)  
Mail : [pascale.labzae@pl.chambagri.fr](mailto:pascale.labzae@pl.chambagri.fr) (Le Mans)